

ÉTATS-UNIS

# « Beaucoup de risques autour de la légalité des résultats »



2020 J-6

La mission d'observation de l'OSCE s'inquiète du bon déroulé des opérations électorales. A une semaine du scrutin de tous les dangers, « Le Soir » a interviewé sa cheffe de mission polonaise, Urszula Gacek.

**ENTRETIEN**  
**PHILIPPE DE BOECK**

Quoi, on a envoyé des observateurs européens pour surveiller les élections aux États-Unis ? Quand l'Europe envoie des observateurs, c'est en général dans des pays d'Afrique ou des États où les droits humains ne sont pas vraiment respectés... Ici, on parle bien des États-Unis d'Amérique, un pays démocratique ; mais un pays où le processus démocratique est sérieusement perturbé par un président sortant capable de tout pour rester au pouvoir. Et le covid n'arrange rien, faisant craindre d'autres interférences qu'en 2016... quand Donald Trump l'a emporté de justesse face à une Hillary Clinton en petite forme déstabilisée par le FBI et l'affaire des e-mails privés deux semaines avant le jour-J. Fin septembre, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) a déployé une mission d'observation long terme avec l'aval des autorités américaines. « Nous venons tous les quatre ans et en général on ne parle jamais de nous. Cette année, vu l'enjeu et les circonstances, c'est différent évidemment », explique une source de l'OSCE. Cette mission est dirigée par Urszula Gacek, une diplomate polonaise de haut rang. Elle nous a accordé un entretien à l'occasion de la publication du rapport intermédiaire de la mission d'observation.



**Des élections à 11 milliards de dollars**

D'après un décompte effectué début octobre par le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme de l'OSCE (ODIRH), le coût total des élections américaines 2020 s'élève à 11 milliards de dollars. Dans ce montant, on trouve des dépenses de 650 millions de dollars pour les campagnes de Trump et Biden, 600 millions de dollars pour les candidats aux 35 postes de sénateurs (sur un total de 100), 958 millions pour les candidats à la Chambre des représentants (435 sièges) et 1 milliard de dollars pour les candidats indépendants aux différents scrutins. Au total, on compte 1.250 candidats.

**Le vote anticipé bat son plein depuis plusieurs semaines déjà sur le territoire américain - ici, à Miami, en Floride.** © EPA

**Quel est le principal risque pour ces élections ?**

Ce qui me frappe le plus à la lecture des conclusions de notre rapport intermédiaire, c'est la situation légale qui est toujours très compliquée. Les 50 États ont chacun leur loi électorale et il y a un grand nombre d'interprétations différentes au niveau des comtés. Malgré cette complexité, on observe quand même un certain degré de stabilité. Dans ce

contexte, beaucoup d'États et de comtés ont modifié les règles à cause du covid, notamment en réduisant le nombre de bureaux de vote. Du coup, les procédures et recours en justice se sont multipliés. C'est du jamais-vu, il y en a beaucoup plus qu'en 2016. Tout cela ajoute de la confusion et de l'incertitude pour les électeurs. Parce que les délais d'enregistrement ont été prolongés, puis interrompus par décision de justice, puis repris, etc. Tout cela complique aussi la tâche des autorités qui organisent les élections. Ces problèmes juridiques ne sont peut-être pas sexy, mais ils ajoutent à la confusion ambiante.

**Et les autres risques ?**

Je pense à la sécurité globale du système, ce qui a encore été pointé du doigt il y a quelques jours par le FBI... On parle beaucoup d'interférences de l'étranger, de l'influence des réseaux sociaux, etc. Mais ce qui ressort des rapports des différentes agences fédérales, c'est qu'il y a eu des interférences étrangères dans les registres électoraux. Beaucoup d'efforts ont été fournis pour améliorer les systèmes de vote et leur sécurité avec un budget de 425 millions de dollars. Ils ont beaucoup investi dans la formation des assessesurs, dans la sécurité des dépouillements. Tout cela pour dire qu'à la confusion globale s'ajoute cette peur que quelque chose tournera peut-être mal le jour du vote. Même si rien ne se passe le 3 novembre et que le système prouve qu'il est robuste, les médias en parlent de toute façon. Il faut aussi savoir qu'il y a plusieurs



*Les procédures et recours en justice se sont multipliés. C'est du jamais-vu, il y en a beaucoup plus qu'en 2016*



systèmes de vote et des centaines de machines différentes pour compter, pour calculer, etc. Dans huit États, il n'y a aucune trace papier des votes. En cas de contestation, il sera impossible d'y recompter les voix, ce qui est problématique. C'est le cas au Texas, par exemple.

**Il y a aussi la polarisation de la société et la rhétorique agressive de certains candidats...**

Nous ne commentons pas les aspects politiques de cette élection, mais nous suivons les commentaires qui sont faits au plus haut niveau. La polarisation se voit aussi dans la couverture médiatique et ce qui se dit sur les réseaux sociaux où on trouve beaucoup de discours de haine et de rhétorique agressive. Les plateformes internet tentent de prendre des mesures pour l'après-élection.

**Et les bons côtés ?**

Nous avons beaucoup de respect pour le travail abattu par l'administration électorale et les efforts de la société civile. Il y a aussi des programmes importants d'éducation citoyenne pour appeler les électeurs à voter. A cause du covid et de son impact sur les forces vives, il y a des programmes pour recruter de nouveaux assessesurs dans les bureaux de vote et des programmes pour les former aussi.

**Les observateurs internationaux ne sont admis que dans cinq États et dans 18 autres ils sont interdits. Difficile d'avoir une vue correcte des choses ?**

Non. La seule chose que nous ne serons pas en mesure de faire cette année, c'est une mission classique à court terme avec des observateurs parlementaires qui arrivent quelques jours avant les élections et repartent quelques jours après. Mais nos observateurs long terme se rendront dans les bureaux de vote là où c'est permis. Et puis il y aura aussi des observateurs nationaux. Globalement, nous couvrons suffisamment d'endroits aux niveaux géographique et démographique. Et nous suivons sur place la suite du processus, que ce soit à Washington ou dans les États où ce sera nécessaire jusqu'au bout. Notre mission sera véritablement terminée lors de l'annonce officielle des résultats.

**Des résultats dans la nuit du 3 au 4 novembre ?**

Vu le nombre de votes par correspondance (62 millions, NDLR), ce n'est pas clair à l'heure actuelle. Il faudra peut-être attendre plus longtemps qu'à l'accoutumée dans certains États.

ROYAUME-UNI

# Brexit : un « no deal » dépend-il du scrutin américain ?

Du côté européen, certains le pensent. Mais vu du Royaume-Uni, cette vision n'est qu'un symptôme supplémentaire du manque de compréhension de chacune des parties l'une envers l'autre.

**CHLOÉ GOUDENHOOF**  
CORRESPONDANTE À LONDRES

Covid mis à part, les yeux du monde sont tournés vers les États-Unis dans l'attente des résultats de l'élection présidentielle. En est-il de même du côté de Downing Street ? C'est ce qu'a suggéré Ivan Rogers, l'ancien ambassadeur britannique auprès de l'Union européenne, dans une interview donnée à l'hebdomadaire *The Observer*. Plus précisément, selon le diplomate, différents ministres et officiels européens considéraient que Boris Johnson attend le verdict des urnes avant de se lancer dans un « no deal » - l'élection de son « ami »



**Selon les experts britanniques, l'intérêt de Boris Johnson en matière de Brexit se situe au niveau national et l'issue du scrutin américain n'aura que peu d'impact sur sa stratégie.** © REUTERS

Donald Trump étant censé être le scénario le plus favorable à la réalisation d'un accord de libre-échange avec le cousin d'Amérique.

Du point de vue du Royaume-Uni, en revanche, cette idée ne tient pas vraiment. « Cette opinion reflète plus ce que l'on pense, voire ce que l'on espère du côté de l'Union européenne, qu'une réalité », estime Matthew Bevington, expert en relations internationales au Kings College de Londres. « Cela montre aussi le degré d'incompréhension entre les deux parties de ces négociations. »

Selon l'expert, l'intérêt de Boris Johnson en matière de Brexit se situe au niveau national et l'issue des élections américaines n'aura que peu d'impact sur la stratégie du gouvernement, quelle qu'elle soit. Ce que le Premier ministre cherche surtout à faire, c'est satisfaire ses électeurs, et notamment ceux fraîchement acquis dans le « Red Wall », les anciens bastions du Labour dans le Nord. « Les affaires étrangères n'intéressent pas la majorité de la population », poursuit-il. « Les Britanniques se préoccupent de l'idée d'un accord avec les États-Unis s'il est question de commercialiser le NHS (le service de santé national) ou d'ouvrir les frontières

aux produits agricoles ou alimentaires américains, mais ça ne va pas au-delà. »

**Bénéfices marginaux**

D'un point de vue économique, les retombées d'un accord avec les États-Unis seront limitées et Downing Street le sait. « Selon les analyses du gouvernement, si le pays obtient un accord de libre-échange avec l'Europe, les pertes sur dix ans en termes de PIB seraient de 4,9 % », explique Meredith Crowley, économiste spécialisée en commerce international. « Or, selon le livre blanc publié au printemps, les bénéfices d'un accord de libre-échange avec les États-Unis seraient de l'ordre de 0,1 %. Cela reste donc vraiment marginal en comparaison. »

Il semble donc peu vraisemblable que le gouvernement britannique quitte la table des négociations avec l'Europe au lendemain des résultats si Donald Trump devait de nouveau remporter la Maison-Blanche. En revanche, ce scénario reste dans l'intérêt de Boris Johnson.

« La concrétisation d'un accord avec les Américains permettrait au Premier ministre de sortir victorieux, d'une certaine façon, et de montrer que le Royaume-Uni parvient à conclure avec

de nouveaux partenariats. »

**Protocole irlandais**

Or, la réalisation d'un accord peut être remise en cause en cas d'une victoire de Joe Biden. Le candidat démocrate est peu tourné vers l'international. La relation spéciale entre le Royaume-Uni et les États-Unis risque ainsi d'être affectée par une telle issue. « Même sur les questions internationales, le Royaume-Uni et le Brexit viendraient en fin des priorités d'une administration dirigée par Joe Biden », poursuit Meredith Crowley. « Le Démocrate se concentrera d'abord sur la Chine et les problèmes liés à la sécurité, aux subventions chinoises, à la concurrence créée avec les produits américains ou encore à la question du vol des technologies. »

D'un point de vue politique encore, l'élection de Joe Biden pourrait aussi poser problème à Boris Johnson en cas de sortie de l'Union sans deal commercial. Un accord avec les États-Unis pourrait être compromis si le Royaume-Uni ne respecte pas le protocole irlandais, le mécanisme conçu pour éviter le retour d'une frontière physique entre les deux Irlande. La question tiendrait à cœur le candidat démocrate notamment du fait de ses origines irlandaises.